

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Environnement -
PCAET - Convention de participation
financière avec l'Office International de
l'Eau

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.096

Date de la convocation :
Le 25/05/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 8 JUIN 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUIN 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 31 mai 2021

L'an deux mil vingt et un et le 31 mai à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

PROCURATION :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Marc Malfatto, Alexis ARGENTI

Monsieur LUCA,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la Communauté d'Agglomération Cannes – Pays de Lérins se sont engagées depuis 2014 dans un Plan Climat Energie Territorial commun, le PCET Ouest 06.

La loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte du 15 août 2015 fixe les nouvelles modalités d'application des PCET et crée les Plans Climat Air Energie Territorial (PCAET).

Dès lors, le PCAET est obligatoire pour toutes les EPCI de plus de 20 000 habitants. Il doit comporter un volet « Air » et porter sur toutes les compétences d'un territoire et non plus de l'EPCI uniquement. L'idée est donc de créer une stratégie globale en matière de transition énergétique.

Par délibération n° CC.2018.205 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2018, la C.A.S.A s'est engagée avec la C.A.C.P.L et la C.A.P.G dans l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial Ouest 06 (PCAET Ouest 06)

Par délibération n° CC.2019.135 du Conseil Communautaire du 14 octobre 2019, la C.A.S.A a renouvelé avec la C.A.P.G et la C.A.C.P.L la convention de partenariat inter-collectivités pour la mise en œuvre du PCAET Ouest 06

Par délibération n° CC.2020.185 du Conseil Communautaire du 5 octobre 2020, la CASA a prescrit l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale valant PCAET et de son Plan de Mobilité.

Par délibération n° CC.2021.008 du Conseil Communautaire du 22 février 2021, la CASA a adhéré à l'Office International de l'Eau.

Conformément à ses statuts, **l'Office International de l'Eau** est une association de droit français sans but lucratif déclarée d'utilité publique par Décret du 13 septembre 1991. L'OIEau intervient essentiellement dans le développement des compétences pour une meilleure gestion de l'eau en France, en Europe et dans le monde

Le partenariat avec l'OIEau s'inscrit dans le cadre du PCAET et répond aux objectifs suivants :

- S'adapter au changement climatique ;
- Informer, sensibiliser (scolaires, population) et susciter des débats (élus) autour d'une problématique vitale ;
- Contribuer au rayonnement de la collectivité par une démarche originale et novatrice ;
- Développer des programmes d'économie d'eau ;
- Faire évoluer les pratiques ;

L'OIEau souhaite estimer l'empreinte eau de la CASA, de la CACPL et de la CAPG.

L'empreinte eau d'un individu, d'une communauté ou d'une entreprise est définie comme le volume total d'eau douce utilisé pour produire les biens et services consommés par la communauté, ou produits par les activités économiques (eau virtuelle).

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, il est prévu de travailler à l'échelle du patrimoine et des compétences des 3 collectivités.

1/ Identification du cadre, des objectifs attendus par les 3 collectivités : Travail centré sur le patrimoine et les compétences des collectivités, relation avec les Plans Climat Air Energie Territoriaux, positionnement dans les bassins versants ;

2/ Estimation de l'empreinte des collectivités : identification et recueil des données existantes, exploitation des données et calcul ;

3/ Diagnostic : Comparaison des résultats par territoire, impacts vis-à-vis de la ressource et des documents de planification et réglementaires ;

4/ Stratégie : Pistes d'actions, recommandations sur les actions à mener pour développer les phases suivantes.

Pour cette action, l'OIEau sollicite la CASA, la CACPL et la CAPG à hauteur de 10 000 € pour un coût global d'opération de 12 500 €.

Conformément à la convention de partenariat inter-collectivités, la CASA fera l'avance pour les 3 EPCI et refacturera la CACPL et la CAPG à hauteur d'1/3 chacune du montant de la subvention accordée.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 10 000 € à l'Office International de l'Eau refacturée à hauteur de 1/3 à la CAPG et de 1/3 à la CACPL pour la réalisation de l'action proposée,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'Office International de l'Eau et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et la biodiversité à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération,
- d'imputer cette dépense au Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction de l'Aménagement et de l'Environnement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 10 000 € à l'Office International de l'Eau refacturée à hauteur de 1/3 à la CAPG et de 1/3 à la CACPL pour la réalisation de l'action proposée,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'Office International de l'Eau et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et la biodiversité à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération,
- d'imputer cette dépense au Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction de l'Aménagement et de l'Environnement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 31 mai 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Lionnel LUCA, Vice-président délégué à l'environnement et à la biodiversité agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'association dénommée l'Office International de l'Eau, ayant pour but une meilleure gestion de l'eau en France dont le siège social est 21 rue de Madrid 75008 Paris, représentée par Stéphanie LARONDE, agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Directrice de site, conformément aux statuts de l'association

Ci-après désignée **OiEau**

EXPOSE

Le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a prescrit le 05 octobre 2020 l'élaboration de son Schéma Cohérence Territorial valant Plan Climat Air Energie Territorial. En parallèle, la C.A.S.A a renouvelé son engagement en 2018 dans le PCAET Ouest 06 en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Cannes – Pays de Lérins (C.A.C.P.L) et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G)

Conformément à ses statuts, **l'OIEau** est une association de droit français sans but lucratif déclarée d'utilité publique par Décret du 13 septembre 1991. L'OIEau intervient essentiellement dans le développement des compétences pour une meilleure gestion de l'eau en France, en Europe et dans le monde.

L'OIEau apporte une assistance institutionnelle et technique dans le cadre de projets bilatéraux ou multilatéraux d'appui aux gouvernements, municipalités, agences et sociétés publiques, services, sociétés et offices de mise en valeur, organisations non gouvernementales, pour l'accompagnement de réformes administratives dans le domaine de l'eau :

- Développer les capacités locales d'organisation, de gestion et d'exploitation nécessaires à une bonne valorisation et à la protection des ressources en eau,
- Renforcer les capacités techniques des institutions pour la gestion des infrastructures hydrauliques,
- S'intégrer dans des réseaux d'échanges et de partenariats visant à mieux spécifier les besoins, à organiser des réponses appropriées, à tisser des liens de collaboration réciproques mettant en valeur toutes les facettes de l'expertise disponible.

Le partenariat avec l'OIEau s'inscrit dans le cadre du PCAET et répond aux objectifs suivants :

- S'adapter au changement climatique ;
- Informer, sensibiliser (scolaires, population) et susciter des débats (élus) autour d'une problématique vitale ;
- Contribuer au rayonnement de la collectivité par une démarche originale et novatrice ;
- Développer des programmes d'économie d'eau ;
- Faire évoluer les pratiques.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, **l'OiEau** s'engage à réaliser, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, la mission suivante: PROPOSITION D'APPUI POUR ESTIMER L'EMPREINTE EAU DE 3 COLLECTIVITES DU PCAET OUEST (COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS, CANNES PAYS DE LERINS ET PAYS DE GRASSE).

Le contenu de l'action est le suivant :

L'empreinte eau d'un individu, d'une communauté ou d'une entreprise est définie comme le volume total d'eau douce utilisé pour produire les biens et services consommés par la communauté, ou produits par les activités économiques (eau virtuelle).

Le déroulement de l'action :

Dans le cadre de l'objet de la présente demande, il est prévu de travailler à l'échelle du patrimoine et des compétences des 3 collectivités.

1/ identification du cadre, des objectifs attendus par les 3 collectivités : Travail centré sur le patrimoine et les compétences des collectivités, relation avec les Plans Climat Air Energie Territoriaux, positionnement dans les bassins versants ;

2/ Estimation de l'empreinte des collectivités : identification et recueil des données existantes, exploitation des données et calcul ;

3/ Diagnostic : Comparaison des résultats par territoire, impacts vis-à-vis de la ressource et des documents de planification et réglementaires ;

4/ Stratégie : Pistes d'actions, recommandations sur les actions à mener pour développer les phases suivantes ;

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement **l'OiEau** pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention est valable jusqu'au 31 décembre 2021.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 12 500 € conformément au budget prévisionnel.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes des actions financées.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L' OIEau reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie est jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois quand les objectifs auront été réalisés et dans le mois suivant la transmission du bilan final de l'action.

Conformément à la convention de partenariat inter-collectivités pour la mise en œuvre du PCAET Ouest 06, la CASA fera l'avance pour les 3 EPCI et refacturera la CACPL et la CAPG à hauteur d'1/3 chacune du montant de la subvention accordée soit 3 333 euros chacune.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

6.1 Evaluation finale

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan final** de l'action subventionnée.

L'**OIEau** s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la réalisation de l'action étape par étape telles que définies dans l'article 1.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

Les techniciens du l'OIEau et de la C.A.S.A se réuniront au minimum quatre fois au cours de ce projet.

Les contacts téléphoniques et échanges par mail seront réguliers afin d'informer les parties prenantes de l'évolution de la réalisation de l'action.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son **Assemblée Générale** (ordinaire et extraordinaire) et à son **Conseil d'administration** et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan fourni par l'OIEau.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

6.2 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'OIEau s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'OIEau remettra à la CASA son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable.

- A fournir le bilan final technique et financier de l'action subventionnée, signé par le Président ou toute personne habilitée, avant le 31 mars au plus tard de l'année suivant l'attribution de la subvention.
- Si l'OIEau est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

L'OIEau devra mentionner la participation de la C.A.S.A., la C.A.C.P.L et la C.A.P.G dans tous les documents diffusés en lien avec l'action et apposer leur logo (documents de communication, sites web, etc).

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le **l'OIEau**, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'OIEau s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle et à sa charge, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'OiEau,
La Directrice de l'appui coopération
institutionnelle et technique

Pour la CASA
Pour le Président,
Le Vice- Président Délégué à
l'environnement et à la biodiversité

Stéphanie LARONDE

Lionnel LUCA

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 31/05/2021
Numéro : BC_2021_096
Nature : DE - Deliberations
Objet : PCAET - Convention de participation financière avec l'Office International de l'Eau
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : HYibXQd

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/06/2021
Identifiant : 006-240600585-20210531-BC_2021_096-DE

Acte reçu

Date : 31/05/2021
Numéro interne : BC_2021_096
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : PCAET - Convention de participation financière avec l'Office International de l'Eau
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210531-BC_2021_096-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_096-DE-1-1_2.PDF

N